

mer. En cas de conflit entre elles, la France serait du côté de l'Amérique ; c'est pourquoi, à Washington, où l'on a tant parlé de désarmement, il n'a rien été dit des armements français. Le plan de Lloyd George était absurde.

L'ex-premier anglais croyait que la nouvelle politique économique n'était pour nous qu'un écran derrière lequel nous voulions nous abriter. Nous étions prêts à accorder des concessions contre des crédits, mais nous n'étions nullement enclins à livrer notre industrie lourde et nos chemins de fer au capitalisme. A Gênes, Lloyd Georges nous menaçait à ce propos de nous retirer son amitié. Nous en pensions, nous : Que dieu nous protège de nos amis, quant à nos ennemis, nous en faisons notre affaire.

Les Etats capitalistes modifièrent leur attitude à l'égard de la Russie. M. Baldwin a basé le traité financier avec l'Amérique sur l'amortissement des dettes. Lloyd George a écrit au sujet de cet accord que les Anglais ont eu la chair de poule rien que de songer aux 600 millions de marks or qu'il leur faudrait payer annuellement pendant 60 ans. 10 0/0 de l'encaisse fiduciaire devant aller à l'amortissement des dettes alliées.

Mais l'effort de rapprochement avec l'Amérique n'est pas le seul résultat de la politique de Lloyd George. La question s'est posée également des relations extérieures avec la France. L'Angleterre a cessé d'être une île, au point de vue militaire tout au moins. Elle a maintenant son talon d'Achille ; la flotte aérienne française dépasse de beaucoup la sienne. Ces infériorités, l'Angleterre a tâché de les compenser d'une autre façon. A la conférence de Paris, les Anglais formulèrent dans la question des réparations, un projet qui n'était pas plus mauvais que le projet français, mais qui laissait de côté la question des garanties. Le plan anglais était une provocation gigantesque.

L'Angleterre ne se sentant pas à même de mater l'impérialisme français, comptait voir la France plier le genou devant la résistance allemande. Cependant que le gouvernement anglais faisait une déclaration de neutralité à l'égard du conflit de la Ruhr, l'ambassadeur britannique à Berlin, Lord d'Abernon, excitait la bourgeoisie allemande à la résistance en promettant à l'Allemagne l'aide anglaise au moment décisif. L'Angleterre espérait — la résistance des mineurs et de la bourgeoisie allemande exaspérant Poincaré —, voir un rôle primordial échoir au capitalisme anglais dans l'industrie allemande du fer et du charbon.

Les partenaires mêmes de Lord d'Abernon, c'est-à-dire les grands bourgeois allemands, réduisirent ce dessein à néant. (Les événements de la Ruhr ont montré que la bourgeoisie est non seulement inapte à rétablir le capitalisme, mais encore que, vaincue, elle n'est pas capable de subordonner ses intérêts privés à ses intérêts de classe). Par suite de l'appui colossal fourni par l'Etat allemand aux capitalistes de la Ruhr et par suite de spéculations formidables, le dollar qui, au début de l'occupation de la Ruhr, valait 7.000 marks, est monté à 99.000 marks. La résistance allemande est brisée par ce seul fait. Les prix se sont tellement élevés que les salaires sont devenus terriblement insuffisants.

Le Gouvernement allemand a tenté pourtant de les diminuer, et lorsque une vague de grèves a déferlé sur la Ruhr et sur toute l'Allemagne, un préfet allemand, M. Lutterbeck, s'est adressé au général Degoutte pour lui demander aide et secours contre le prolétariat allemand. Quinze jours après cet épisode, M. Cuno déclarait que la résistance allemande dans la Ruhr continuait : c'était fantaisiste. La bourgeoisie allemande voulait capituler en faisant payer les pots cassés au prolétariat allemand. L'industrie lourde allemande proposa de payer des annuités de 500 millions de marks or, mais à condition que la

journée de huit heures serait abolie, que les chemins de fer passeraient à l'exploitation privée, que la loi sur les loyers serait abrogée et la liberté d'exportation rétablie. Ce qui revient à dire : les travailleurs allemands n'ayant pas été à même de saisir les valeurs réelles de la bourgeoisie, celle-ci veut, au sens le plus littéral du mot, mettre la main sur toutes les valeurs réelles de l'Etat. Il est vrai que le triomphe de Poincaré dans la Ruhr n'est pas encore consommé. La bourgeoisie allemande qui a lâché les chiens courants du nationalisme sur les communistes sera impuissante à les museler. On a même voulu rendre les communistes allemands responsables de la catastrophe de la Ruhr, mais le parti allemand a conservé tout son sang-froid et n'a pas donné dans la provocation.



Les opérations françaises dans la Ruhr n'étaient pas dirigées contre la seule bourgeoisie allemande, elles visaient également la bourgeoisie anglo-saxonne et peu s'en est fallu que Poincaré n'ait fait réellement coup double. L'affaire de la Ruhr a paralysé pour plusieurs années la vie économique de l'Allemagne. Pour l'Angleterre, cela équivalait à la perte de l'un de ses principaux clients. C'est ce qui explique pourquoi l'opinion de Beaverbrook a prévalu en Angleterre. Beaverbrook estime toutes les relations européennes si fortement ébranlées que la crise du continent n'offre aucune possibilité de solution et que le salut doit être attendu des seuls dominions. Les notes envoyées par Curzon à la Russie des Soviets sont une expression de cette opinion. Fait caractéristique, le jour même, une note était signifiée à l'Allemagne la sommant d'avoir à payer tout ce qu'elle doit à la France.

A première vue, il semble que ce soit une folie pour la Grande-Bretagne de se faire simultanément l'ennemie de l'Allemagne et de la Russie. Mais cette folie cache un système : l'Angleterre veut livrer pieds et poings liés l'Allemagne à la France et à ce prix aiguiller la France contre la Russie des Soviets. Pourquoi ? D'abord, il y a là un ressouvenir du plan Lloyd George, ensuite, le cours des événements en Russie et en Orient veut cela. Lloyd George avait espéré une capitulation de la Russie réduite par la guerre civile et par la famine ; cette espérance avait été frustrée, il l'avait reportée sur la nouvelle politique économique. Or, au lieu d'un retour au capitalisme, la Nep fut une consolidation du régime communiste. La Russie put exporter ses produits et pourra, si la récolte est bonne, vendre des céréales pour 150 millions de roubles or. Cette résurrection de l'exportation entraîne un essor de l'industrie, d'où un renforcement du régime des Soviets.



Ce qui se passe en Orient fait aussi le jeu du gouvernement russe, et l'Angleterre voit ses relations avec ses dominions menacées. Voilà pourquoi Curzon a voulu réduire à merci la Russie des Soviets avant qu'il soit trop tard. Les télégrammes du représentant italien à Moscou montrent nettement sous quel aspect les choses se présentaient à l'esprit de Lord Curzon : les grandes puissances devaient rompre toute relation avec la Russie, de façon à rétablir un nouveau blocus économique. Les Etats limitrophes de la Russie devaient prendre une attitude d'« opposition passive » envers les Soviets, ce qui revient à dire :